



Sarko sur France 2 Plus belle la vie sur France 3

C'est une crise financière, économique...et sociale ! Voilà grosso modo le constat du président de la république lors de sa prestation télévisée d'hier. Comme si on ne le savait pas ! Il veut relancer le pays par les investissements plutôt que par la consommation.

Après la forte mobilisation du 29 janvier, il dit vouloir y répondre en promettant plusieurs « pistes »:

- Réunion le 18 février 2009 entre les syndicats et le patronat afin d'aborder le taux de l'indemnisation chômage (sans date d'application).
- Répartition des bénéfices de l'Entreprise : 1/3 pour les investissements, 1/3 pour les actionnaires et 1/3 pour les salariés
- Suppression de la taxe professionnelle en 2010

2,5 millions de manifestants le 29, sans banderole, sans pancarte, sans représentants du MEDEF ; et pourtant Sarkozy a été plus sensible aux propos du patronat lors de leur assemblée générale plutôt qu'aux revendications exprimées dans les rues. Il reste sourd aux slogans des manifestants sur les questions relatives des aides publiques aux entreprises, à l'emploi, aux salaires et aux retraites, au service public, à la protection sociale ..., sujets contenus dans la plateforme unitaire des syndicats de salariés.

La seule annonce précise est la suppression de la taxe professionnelle qui s'ajoute aux autres allègements déjà consentis. C'est donc l'activité sociale des communes qui va en pâtir. Une certitude, il n'est pas question d'augmenter le smic et pour le reste des promesses rien que des promesses.

Le Président a déclaré qu'il avait le sens du ridicule... Tant mieux, il l'a été.

Une réunion extraordinaire aura lieu mardi 10 février 2009 pour une information et consultation du CE sur la situation de production, impact sur l'organisation du travail et recours au chômage partiel.

Cette « énième » réunion extraordinaire du CE justifie notre revendication légitime d'une indemnisation à 70 % car ce n'est pas à nous, salariés, de payer leur crise. **Face à cette situation, la CGT condamne le recours systématique au chômage partiel et revendique le travail pour tous.**

Sarkozy prône le partage des richesses, c'est pourquoi la CGT FPT réclame aux actionnaires privilégiés de reverser leurs 25 millions d'euros aux salariés.

La Cgt